

qui s'y entendent. La comédie va donc durer encore un an ; l'Île aux Millions va donc pouvoir justifier la prédiction de quelque un qui croit qu'elle s'appellera un jour l'Île aux Milliards ; les gros accapareurs de l'Ouest vont donc entrevoir la possibilité de tout dépenser dans le cul-de-sac où se trouvent leurs intérêts mais où ceux de la navigation sont étouffés par des obstacles opposés par la nature elle-même.

Comme on l'a fort bien dit : Le plus étrange dans toute cette affaire, c'est que les commissaires qui se sont prononcés contre les travaux dans l'Est et la construction de cales-sèches, représentent justement les intérêts de ceux qui, il y a quatre ans, pétionnaient le gouvernement pour obtenir ces mêmes cales-sèches. Celles-ci sont absolument indispensables et la commission en voterait immédiatement la construction si on voulait les construire dans l'Ouest ; quelque part autour des bureaux des grandes compagnies. Mais dans l'Est : jamais.

Le *Witness* est plus que jamais violent dans ses attaques contre les bassins dans l'Est ; nous n'en sommes pas surpris, sachant qui l'inspire. La *Patrie* se prononce en faveur de l'Est, et c'est bien là ce qui nous rend perplexe. Dit-elle ce qu'elle pense ? Ses maîtres jouent-ils un jeu franc ? Sa sortie contre le *Witness* est-elle oui ou non une manœuvre ? Nous sommes témoin. depuis deux ans, de tant de duplicité que le doute nous vient malgré nous. Cependant nous voulons bien croire ce journal et rejeter cette mauvaise pensée qu'il y a eu collusion entre la majorité de la commission du hâvre et ses gens.

Mais ce qui a paru étrange, c'est que ceux qui représentent le gouvernement dans la commission aient voté contre l'Est

aient même déployé un zèle pour le moins intempestif dans l'attaque. Représentent-ils réellement le cabinet d'Ottawa ? Ont-ils reçu le mandat impératif d'agir de la sorte ? Servent-ils de paravent à des ministres qui n'osent attaquer ouvertement l'Est ?

Au moins ne sont-ils les créatures que des magnats de l'Ouest ?

Voilà certes de quoi intriguer le public, et il faudra de toute nécessité que le gouvernement prenne sans retard un moyen quelconque de dissiper tout soupçon et, bien plus, d'intervenir. Il y a plusieurs moyens : si les doux et les conciliants ne réussissent pas, eh bien ! qu'il emploie la grande ressource du *boycottage* qu'il peut exercer contre la commission.

M. Tarte a voulu savoir le sentiment de la commission ; à son tour le public désire que le gouvernement lui dise le sien et cela sans ambages ni faux-fuyants.

Montréal ne peut pas toujours rester virtuellement la chose de quelques personnes intéressées à sacrifier le tout à la partie.

Et le gouvernement ne peut pas toujours être représenté par des hommes qui, s'il faut en croire la *Patrie*, ne partagent pas le sentiment du cabinet.

L'agitation est commencée à Montréal pour seconder l'énergique attitude du maire ; déjà un grand club a pris position et tout indique que si justice n'est pas rendue à l'Est il y aura du bruit à Landerneau.

M. Préfontaine n'est pas homme à se laisser ni endormir ni jouer ; il a avec lui la masse de la population et il faudra bien que la commission du hâvre revienne à un autre sentiment.

Nous le répétons avant de terminer : le gouvernement doit bien se garder de mettre les gens sous l'impression qu'il ne joue